

Trotsky et les Trotskystes face à la deuxième guerre mondiale.

Des textes peu connus

Numéro 23, septembre 1985

Petit lexique des sigles

A.S.O. : Apelephtherotiki Stratiotiki Organosis (Organisation Militaire de Libération, O.M.S.).

E.A.M. : Ethniko Apelephtherotiko Metopo (Front National de Libération, F.N.L.).

E.D.E.S. : Ethnikos Dimokratikos Ellinikos Syndemos (Ligue Républicaine Nationale Grecque, L.R.N.G.).

E.E.A.M. : Ergatiko Ethniko Apelephtherotiko Metopo (Front National de Libération des Travailleurs, F.N.L.T.).

E.K.K.A. : Ethnikikai Koinoniki Apelephtherosis (Libération Nationale et Sociale, L.N.S.).

E.L.A.S. : Ethniko Laikos Apelephtherotikos Stratos (Armée Nationale de Libération du Peuple, A.N.L.P.).

K.K.E. : Komrnounistiko Komma Ellados (Parti Communiste de Grèce, P.C.G.).

O.P.L.A. : Organosis Politikis Laikis Arnynas (Organisation Politique de la Sécurité du Peuple, O.P.S.P.).

Publiant, il y a quelques années, des textes de Trotsky sur la deuxième guerre mondiale¹, Daniel Guérin les présentait avec une préface qui allait lui valoir un feu nourri d'organes des différents groupes se réclamant alors du trotskysme. On l'accusait notamment d'avoir déformé la pensée de Trotsky en découpant arbitrairement ses textes, tiré sa pensée, sinon vers le social-patriotisme, du moins vers l'antifascisme et de s'être laissé entraîner à faire de Trotsky un « *patriote soviétique* » pour lequel les nécessités de la « *défense de l'U.R.S.S.* » auraient primé toute autre considération dans l'appréciation de la guerre².

La préparation des volumes 20 à 24 des Œuvres, à paraître d'ici la fin de 1986, m'a amené à travailler sur les textes complets des documents reproduits par D. Guérin. De plus, l'ouverture des « *papiers d'exil* », à Harvard, nous a donné accès à bien des documents qui, tous ensemble, permettent aujourd'hui de présenter une interprétation de la pensée de Trotsky qui n'est conforme ni à la version de Guérin ni à celle des militants qui ont défendu contre lui une « *orthodoxie* » calquée sur l'attitude des bolcheviks pendant la première guerre - avec un retard d'une guerre et très en retrait de la pensée de Trotsky telle qu'elle s'élançait après les premiers succès hitlériens de 1940.³

¹ L. Trotsky, Sur la Deuxième Guerre Mondiale, d'abord publié en Belgique par La Taupe, a été réédité au Seuil en 1974. Les articles et interviews de Trotsky ont été parfois amputés de passages qui ne concernaient pas directement la seconde guerre mondiale et touchaient en général à la guerre d'Espagne et la IVème Internationale. Nous les rétablissons dans les Œuvres.

² 2. Nous utilisons ici l'édition 1974 du Seuil, avec la préface, pp. 7-17 et un P.S. pp. 212-7. Notons qu'en 1945, lors de la publication d'extraits de certains de ces textes dans le Bulletin intérieur du secrétariat européen n° 5, les réactions de certains militants furent vives contre Trotsky. L'un d'entre eux, (Am.), Français ou Belge, adressa au secrétariat un article intitulé : « *Au sujet d'une politique militaire du prolétariat : le Vieux a-t-il tué le trotskysme ?* », qui qualifiait la position de Trotsky de « *chauvinisme pur et simple* », parlait de « *l'importance de ses défaillances* », lui prêtant « *la volonté de défendre la Patrie sans abattre préalablement la bourgeoisie, tout en agitant la menace d'un impérialisme concurrent* », et allant jusqu'à interroger : « *Il faut poser ouvertement et franchement la question de savoir si nous pouvons continuer à nous couvrir de l'appellation de trotskystes lorsque le leader de la IVème l'a galvaudée dans la boue du social-chauvinisme* ». (Archives du S.I., I.L.T.).

³ « *Fascisme, Bonapartisme et Guerre* », à paraître dans le tome 24 des Œuvres.

Bien entendu, Trotsky comprend parfaitement ce que la guerre et son cortège de destructions signifient pour la civilisation humaine. Mais au printemps de 1940, le vin de la guerre est tiré et il faut le boire : il ne s'agit plus pour lui de lutter pour que l'humanité, par la révolution, fasse l'économie d'une guerre. Cette guerre a commencé et rien ne peut désormais l'épargner à l'humanité. Trotsky y entrevoit le gigantesque creuset dans lequel va naître, au milieu d'indicibles souffrances, la vague révolutionnaire au sein de laquelle vont se dessiner les nouvelles étapes de la révolution mondiale. Il le dit très clairement dans un fragment d'article, interrompu le 20 août, connu de Daniel Guérin qui ne l'a pas retenu, faute sans doute d'en avoir saisi la portée :

« La guerre actuelle, nous l'avons dit plus d'une fois, n'est que la continuation de la dernière guerre. Mais continuation n'est pas répétition. En règle générale, une continuation signifie un développement, un approfondissement, une accentuation. Notre politique, la politique du prolétariat révolutionnaire à l'égard de la deuxième guerre impérialiste, est une continuation de la politique élaborée pendant la première guerre impérialiste, avant tout sous la direction de Lénine. Mais continuation ne signifie pas répétition. Dans ce cas aussi, une continuation est un développement, un approfondissement, une accentuation »⁴.

Il développe ensuite ce qui constitue à ses yeux la différence — une différence de développement, quantitative et non qualitative -- entre la politique des révolutionnaires dans l'une et l'autre guerre. Il écrit :

« Au cours de la dernière guerre, non seulement le prolétariat dans son ensemble, mais aussi son avant-garde et, dans une certaine mesure, l'avant-garde de l'avant-garde ont été pris au dépourvu ; l'élaboration des principes de la politique révolutionnaire vis-à-vis de la guerre a commencé à une époque où la guerre faisait déjà rage et où l'appareil militaire exerçait une domination absolue »⁵.

Dans le cours de la première guerre, la perspective de la révolution apparaissait lointaine même à Lénine, qui parlait de la prévoir pour les... générations suivantes. Trotsky rappelle :

« Avant et même après la révolution de février, les éléments révolutionnaires ne se ressentaient pas eux-mêmes comme des gens prétendant au pouvoir, mais comme l'opposition d'extrême-gauche »⁶.

La lutte pour l'indépendance du prolétariat, le refus de la « paix civile », nécessité de la lutte de classe du prolétariat, étaient donc en 1914-1918, la tâche première, au fond défensive :

« L'attention de l'aile révolutionnaire était centrée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Les révolutionnaires, naturellement, répondaient négativement à cette question. C'était tout à fait juste. Mais alors que cette réponse purement négative servait de base à la propagande et à la formation des cadres, elle ne pouvait gagner les masses qui ne voulaient pas d'un conquérant étranger »⁷. (souligné par moi, P.B.).

Rappelant que c'est en l'espace de huit mois que les bolcheviks ont réussi en Russie à conquérir la classe ouvrière et la majorité du peuple, Trotsky souligne que cette conquête ne répondait pas à des positions négatives de refus mais à des aspirations des masses auxquelles les bolcheviks avaient su donner une réponse positive :

⁴ 4 Ibidem.

⁵ Ibidem

⁶ Ibidem

⁷ Ibidem

« Le rôle décisif dans cette conquête ne fut pas joué par le refus de défendre la patrie bourgeoise, mais par le mot d'ordre « Tout le Pouvoir aux soviets ». Et seulement par ce mot d'ordre révolutionnaire ! La critique de l'impérialisme, son militarisme, la renonciation à la défense de la démocratie bourgeoise, etc. n'auraient jamais gagné l'écrasante majorité du peuple au côté des bolcheviks »⁸.

La différence entre la première et la seconde guerre mondiale se trouve donc pour lui à la fois dans la situation objective, l'aggravation de l'impasse de l'impérialisme, et dans l'expérience mondiale accumulée par la classe ouvrière, parce qu'elles commandent la venue à l'ordre du jour, à travers les souffrances et les misères de la guerre, de la prise du pouvoir. Trotsky est catégorique :

« C'est cette perspective qui doit être à la base de notre agitation. Il ne s'agit pas simplement d'avoir une position sur le militarisme capitaliste et le refus de défendre l'Etat bourgeois, mais de la préparation directe pour la prise du pouvoir et la défense de la patrie socialiste »...⁹

En réalité, quand Trotsky a été frappé à mort le 20 août 1940, les éléments essentiels de la seconde phase de la deuxième guerre mondiale venaient seulement de se mettre en place après la débâcle de l'armée française — « pas un simple épisode », écrit-il, une partie intégrante de « la catastrophe européenne ». C'est dans des notes sur la guerre et sur l'U.R.S.S. rédigées au printemps et qu'on trouvera dans le tome 23, des interviews et articles et surtout les fragments de « Bonapartisme, Fascisme et guerre », qu'on trouvera dans le tome 24, que se trouvent les éléments qui nous permettent aujourd'hui de saisir les grandes lignes de l'image que Trotsky était alors en train de modeler de la guerre commencée en même temps que l'esquisse des lignes de force de la révolution qui ne pouvait manquer d'en sortir.

Daniel Guérin l'avait souligné avec vigueur. L'idée que Trotsky se fait en 1940 de la guerre à venir est remarquablement exacte et précise. Au moment où des hommes qui ont été ses proches semblent se résigner à des décennies d'Europe brune, il prévoit en toute simplicité et assurance la guerre entre l'Allemagne et les Etats-Unis, « pour l'hégémonie mondiale », mais aussi le caractère éphémère du « pacte » et la prochaine alliance de l'U.R.S.S. et des « démocraties », l'orientation de l'expansion japonaise évitant le choc avec l'U.R.S.S., et bien d'autres traits encore inaperçus des stratèges et commentateurs reconnus. Daniel Guérin ¹⁰a bien vu tout cela. Pourtant il s'interdit d'accéder à ce qui constituait le cœur de la pensée de Trotsky en réduisant les analyses seulement esquissées et notamment son anticipation du mouvement révolutionnaire pendant la guerre à ce qu'il appelle « l'ardente conviction subjective (de Trotsky) que cette guerre se terminerait pas la victoire de la révolution mondiale, point erroné, écrit-il, sur lequel l'extra-lucide était en défaut ». C'est ainsi que l'éclairage donné par Guérin et, involontairement sans doute, certaines de ses coupures en viennent à vêtir Trotsky de l'habit du prophète, voire du devin en stratégie militaire, faisant disparaître sa perspective révolutionnaire. Image déformée parce que Guérin lui-même ne retient pas les prévisions de Trotsky sur les voies de la révolution ! Soyons juste cependant : dans ce domaine, Trotsky n'a fait qu'entrevoir et indiquer du doigt. Il n'a ni expliqué ni développé. Les défenseurs de la conception « archaïque » conçue comme une orthodoxie ont généralement ignoré ces indications et certaines réactions aux analyses de Guérin le montrent pour considérer la guerre.

C'est pourquoi je voudrais, dans cet article, m'efforcer d'abord de dégager les grandes lignes de la vision de Trotsky de la seconde guerre mondiale. Une vision qui, je le souligne, recouvre aussi bien les aspects essentiels du conflit que certains de l'immédiat après-guerre que nous négligerons ici — par exemple, les analyses des transformations opérées par la bureaucratie en Pologne et rêvées par elle en Finlande en 1939, premières pierres d'une théorie de la constitution des Etats bureaucratiques satellites dans la

⁸ Ibidem

⁹ Ibidem

¹⁰ D. Guérin, op. cit., p. 14.

sphère d'intérêts (on dira plus tard le glacis) de l'U.R.S.S., qu'on trouve dans les textes du débat interne du S.W.P. en 1939-1940 sur « *la nature de l'U.R.S.S.* ».

Trotsky a vu ce qu'allait être l'Europe brune, sous la botte nazie, pas pour mille ans, disait-il avec assurance, pour dix ans tout au plus. Il a surtout pris acte de la signification que revêtaient pour les masses ouvrières d'Europe les formidables conquêtes réalisées par l'armée allemande sous la direction des nazis :

« *Les masses ouvrières portent à Hitler une haine sentimentale mêlée à des sentiments de classe confus : elles haïssent les brigands victorieux* »¹¹.

C'est là, selon lui, l'aspect positif sur lequel doit s'appuyer aux Etats-Unis le travail de préparation révolutionnaire ; c'est à partir de la constatation de ce mouvement inéluctable qu'il développe devant ses camarades du S.W.P., un peu interloqués, l'idée qu'il faut revendiquer dans l'armée des officiers ouvriers, exiger la formation militaire de tous les travailleurs sous contrôle syndical, prévoir les formes nouvelles du travail politique dans une « *société militarisée* ». Ces revendications de militarisation et de contrôle — l'indépendance politique par les armes — vont de pair avec le mot d'ordre agitatif : « *Nous voulons lutter contre le fascisme, mais pas à la façon de Pétain* ». Les interprètes « *orthodoxes* » de la pensée de Trotsky y ont le plus souvent vu une simple tactique, une ruse, un artifice destiné à faire se démasquer la bourgeoisie et à démontrer qu'en réalité elle redoute plus la classe ouvrière que les fascistes de dedans ou du dehors. L'argument ne résiste pas à un examen sérieux : comment concilier, même sur le plan le plus abstrait, la formule « *pas à la façon de Pétain* » avec une certaine conception vulgaire du « *défaitisme* » qui ne fut jamais celle de Trotsky ?

Il y a plus. Dans ses discussions avec ses camarades du S.W.P., Trotsky n'hésite pas à poser le problème de la « *militarisation* » du parti, à prendre ses distances sans ménagements avec les attitudes « *pacifistes* » qu'il condamne avec force, à proclamer enfin la nécessité pour ses camarades et pour tous les révolutionnaires de se faire « *militaristes* » — il précise « *militaristes socialistes révolutionnaires prolétariens* »¹². Ils doivent se faire « *militaristes* » parce que la perspective de l'humanité est celle de la société militarisée et de la lutte armée. Les socialistes révolutionnaires prolétariens doivent devenir militaristes parce que le sort de l'humanité va se régler les armes à la main, parce que l'humanité est entrée dans la deuxième guerre mondiale, parce qu'ils doivent se disposer à disputer bientôt le pouvoir les armes à la main à la classe ennemie et ne s'y prépareront qu'en étant là où sont les masses. Telle est la conviction de Trotsky.

Elle repose sur une prévision concrète du mouvement des masses, au premier chef en Europe. Dans un article du 30 juin 1940, Trotsky dessine déjà pour l'Europe une perspective de développement qui passe par le soulèvement des masses contre l'occupant. Il écrit :

« *Dans les pays vaincus, la position des masses va être immédiatement aggravée. A l'oppression sociale s'ajoute l'oppression nationale, dont le fardeau principal est supporté par les ouvriers. De toutes les formes de dictature, la dictature totalitaire d'un conquérant étranger est la plus intolérable* »¹³

Peut-on douter que Trotsky place les révolutionnaires du côté de ceux qui sont opprimés socialement et nationalement, de ceux qui jugent « *intolérable* » la « *dictature totalitaire* » d'un « *conquérant étranger* » ?

¹¹ « *Entretien avec les dirigeants du S.W.P.* » (12/15 juin 1940), à paraître intégralement dans le volume 24 des Œuvres.

¹² Ibidem

¹³ « *Nous maintenons notre cap* » (30 juin 1940), à paraître dans le volume 24.

Conscient que les nazis vont chercher à exploiter l'appareil industriel et les ressources naturelles des pays occupés et vaincus et que cette surexploitation sera synonyme de paupérisation, il prévoit une résistance ouvrière et paysanne et commente :

« Il est impossible de placer un soldat armé d'un fusil près de chaque ouvrier et paysan polonais, norvégien, danois, néerlandais, français »¹⁴.

Pour Trotsky, la domination hitlérienne en Europe va provoquer le soulèvement général des peuples :

« On peut s'attendre avec certitude à la transformation rapide de tous les pays conquis en poudrières. Le danger est plutôt que les explosions ne se produisent trop tôt sans préparation suffisante et de conduire à des défaites isolées. Il est en général impossible pourtant de parler de révolution européenne et mondiale sans prendre en compte les défaites partielles »¹⁵.

La menace qui pèse sur Hitler est celle de « *la révolution prolétarienne dans toutes les régions de l'Europe* ». Trotsky ¹⁶prévoit « *l'appauvrissement et le désespoir des masses laborieuses [...], leurs tentatives de résistance et de protestation, tout d'abord voilées, puis de plus en plus ouvertes et hardies* », contre lesquelles les armées d'occupation devront agir en tant que « *pacificateurs* » et oppresseurs ce qui provoquera leur démoralisation et, à terme, leur décomposition .

Devant la commission Dewey à Coyoacan, Trotsky avait distingué l'attitude à observer dans un pays impérialiste en guerre avec l'U.R.S.S. et un pays impérialiste qui serait son allié ¹⁷. Dans le premier, l'objectif immédiat est la désorganisation de toute la machine, au premier chef militaire. Dans le second, c'est l'opposition politique à la bourgeoisie, la préparation de la révolution prolétarienne. Avec l'attaque de l'U.R.S.S. par la Wehrmacht, il est clair également que, dans toute l'Europe occupée, à la résistance armée contre l'oppression nationale et sociale s'ajoute donc la nécessité de désorganiser et de frapper la machine militaire, ce qui implique évidemment en bonne partie la lutte armée.

Pour comprendre cependant au moins certains des aspects de la critique que nous avons appelée « *orthodoxe* », on peut rappeler ici qu'en 1937, Vereeken et quelques-uns de ses amis politiques avaient accusé Trotsky de renier les principes en abandonnant, en cas de guerre, le « *défaitisme* » dans un pays allié à l'U.R.S.S., sous le prétexte de la « *défense de l'U.R.S.S.* ». On trouve un peu la même inspiration dans la critique faite à la politique de défense de Cannon et du S.W.P. lors du procès de Minneapolis par l'Espagnol Grandizo Munis. L'histoire politique de la IVème Internationale pendant la deuxième guerre mondiale fera certainement apparaître la vigueur du courant à la fois sectaire et conservateur qui, sous couleur d'« *orthodoxie* », confinait parfois à des positions pacifistes, considérant la lutte armée, du seul fait qu'elle était telle, comme une participation à la belligérance et l'union sacrée et une « *acceptation* » de la guerre.

Il est bien entendu tout à fait exclu de considérer que la politique préconisée par Trotsky trahirait l'influence de son « *patriotisme soviétique* » : il s'est suffisamment expliqué sur « *la défense de l'U.R.S.S.* » pour qu'on ne puisse prendre au sérieux une telle interprétation. Il n'y a pas non plus dans son analyse et ses mots d'ordre la moindre concession au social-patriotisme ou à la défense nationale en pays impérialiste. Simplement, comme il le dit avec force : « *Toute confusion avec les pacifistes est cent fois plus dangereuse que la confusion temporaire avec les militaristes bourgeois* ». Le Manifeste de la conférence internationale de mai 1940 est bien, comme l'a souligné Daniel Guérin, « *ce texte percutant,*

¹⁴ Ibidem

¹⁵ Ibidem

¹⁶ Ibidem

¹⁷ Not Guilty, (compte rendu des sessions de la commission à Coyoacan), p. 290.

*qui exprime avec force et conviction les données fondamentales de l'internationalisme prolétarien »*¹⁸. Sa conclusion, à la suite de l'appel pour que les ouvriers apprennent les « arts militaires », ne laisse aucun doute à ce sujet :

*« Dans le même temps, n'oublions pas un seul instant que cette guerre n'est pas notre guerre [...]. La IV^{ème} Internationale édifie sa politique non sur la fortune des armes des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre internationale en guerre civile, une guerre des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes dominantes dans tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale »*¹⁹.

La question est donc bien pour Trotsky celle de la révolution, de la forme que va revêtir le mouvement révolutionnaire développé par la guerre et la crise du monde capitaliste qu'elle exprime et exacerbe à la fois et qui crée les conditions de la lutte des travailleurs pour le pouvoir. Et cette lutte, dans le courant d'une guerre et le cadre d'une militarisation de la société, ne peut être imaginée, sauf par d'incorrigibles rêveurs ou sectaires, sans lien concret avec le combat politique, sous une forme qui ne serait pas, dans une très large mesure, celle d'une lutte de classes armée, d'une guerre de classes. La nouvelle arène, où il faudra terrasser les militaristes, exige la militarisation des travailleurs et des révolutionnaires.

Plusieurs remarques s'imposent à qui veut vérifier dans la guerre la perspective esquissée par Trotsky en 1940. D'abord, les différents partis communistes, du fait de la ligne de « *défense de l'U.R.S.S.* » qui les a transformés à partir de 1941 en « *activistes de la Résistance* » ont souvent réussi à imposer une image qui leur réserve le monopole de la lutte armée avec laquelle ils s'efforcent a posteriori d'identifier leur politique. Pourtant, à partir d'un certain développement de la lutte armée, précisément, la défense de l'U.R.S.S., telle qu'elle est conçue à Moscou, ne passe plus par les opérations de sabotage ou de partisans contre la machine militaire allemande. Elle devient une lutte politique, directe ou indirecte et, si nécessaire, une répression de type policier contre le mouvement même des masses lorsque ce dernier — c'est presque toujours le cas — risque de compromettre les accords entre l'U.R.S.S. et ses alliés et de remettre en question la répartition des sphères d'intérêt ou, plus grave encore, de déclencher une révolution dont Staline, Roosevelt et Churchill ne veulent pas plus que Hitler et qu'ils sont, de toute façon, décidés à écraser si ce dernier ne s'en est pas chargé avant.

Toute l'Europe a, en fait, subi l'occupation allemande et, à des degrés divers, non seulement l'oppression nationale que subit tout pays occupé par une armée étrangère, mais aussi le pillage systématique qui en a plongé plusieurs dans la famine et tous dans la pénurie. Ainsi se sont trouvées créées les conditions d'une montée révolutionnaire qui s'est manifestée en premier et avec le plus de force dans les maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste en Europe. Face à ce risque, les soupapes de sûreté mises en place par l'appareil stalinien n'ont pas eu non plus la même efficacité, en fonction des rapports antérieurs entre partis et masses, voire de circonstances historiques d'ordre accidentel. Le mouvement se poursuit cependant à travers ses contradictions.

Nous essaierons de voir quelle vérification générale des perspectives de Trotsky peut être trouvée dans le cas où la révolution est allée, de son propre mouvement, à travers un mouvement de masses débordant l'influence des partis communistes, aussi loin que possible par lui seul, avant de refluer sous les coups de la répression et faute d'une direction de rechange à celle qui les livrait à cette répression lors de la chute de l'impérialisme allemand. A cet égard, l'exemple grec nous semble être l'un des plus utiles.

La résistance grecque

¹⁸ D. Guérin, op. cit., p. 16

¹⁹ R. Prager, op. cit., I, p. 378.

Nous tenterons de mettre à l'épreuve les conceptions de Trotsky face à la seconde guerre mondiale à travers deux aspects de la seconde guerre mondiale : le moins connu, qui fut la révolte des soldats et marins de l'armée grecque du Moyen-Orient, et la résistance armée sur le territoire grec telle qu'elle fut écrasée par l'armée britannique à partir de décembre 1944 sur ordre personnel de Winston Churchill qui y dénonçait ce qu'il appelait « *le trotskysme nu et triomphant* ».

L'une des particularités de la Grèce — que l'on trouve également dans le cas des pays voisins, l'Italie et la Yougoslavie — est qu'elle était avant la guerre, depuis 1936, placée sous la domination du « *régime du 4 août* », la sanglante dictature militaro-fasciste du général Metaxas et du roi Georges II qui avait frappé très durement le mouvement ouvrier, emprisonnant ou internant dans les bagnes des îles ses dirigeants et cadres, refoulant le P.C. grec vers une clandestinité précaire rendant intermittentes et fragiles ses relations avec le « *centre* » de Moscou. Comme leurs camarades de la Yougoslavie voisine, les communistes grecs ne « *comprennent* » pas de leur propre mouvement que, Metaxas mort, ses successeurs et bourreaux soient devenus des alliés démocrates et la restauration du roi un objectif de la lutte pour la libération de l'humanité ! C'est ainsi qu'au lendemain de l'agression allemande, le P.C. grec va lancer le mot d'ordre d'« *assemblée constituante* », ouvrant ipso facto la « *question royale* » puisque le roi, réfugié en Grande-Bretagne, est le protégé de Winston Churchill : il place ainsi d'emblée un obstacle énorme sur la voie de l'« *union* » entre la résistance intérieure et l'exil, sur la route de la politique que va lui dicter l'Internationale communiste. Et lorsque, à partir de 1942, le P.C. grec se décide à s'employer à contrôler et centraliser l'action des partisans qui se développe, les armes à la main, dans les montagnes, mais aussi dans les faubourgs des villes, les communications deviennent difficiles, non seulement entre Moscou et les dirigeants nationaux, mais entre ces derniers et les chefs des combattants, les andartes, ces Kapetanios qui, sur le terrain, ont donné les premiers l'exemple en cédant à la pression des paysans pauvres et en satisfaisant leurs revendications, ce qui a fait d'eux « *des poissons dans l'eau* ».

La résistance grecque, celle du prolétariat, de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, n'est issue d'aucune décision d'organisation. C'est également en dehors de tout cadre organisé qu'a été réalisée, dans la nuit du 30 au 31 mai 1941, par deux étudiants, cette escalade de l'Acropole pour en arracher la croix gammée, « *action d'une audace folle et d'une splendide gratuité* » écrit André Kedros, pour qui elle allait devenir « *le symbole de l'insoumission grecque* »²⁰. C'est à peu près au même moment, après la défaite de l'armée régulière, la débandade souvent organisée ou provoquée par les officiers, que les premières « *bandes* » apparaissent dans les campagnes, armées des fusils et munitions récupérées presque à volonté sur les champs de bataille et les chemins de la débâcle. Dans ce pays de tradition de lutte agraire, où le « *bandit* » a été si longtemps libérateur et défenseur bien aimé des pauvres, le village, comme le relève encore André Kedros, « *secrète les groupes armés comme une antidote à la misère et aux vexations* »²¹ que l'occupation engendre et multiplie. On constate la constitution un peu partout de groupes minuscules aux noms divers — de la « *société mixte* » au « *groupe d'assaut* » — autour d'hommes qui s'improvisent et sont reconnus comme chefs, jeunes de tempérament combatif ou militants chevronnés évadés des camps de Metaxas pendant la retraite.

Ce n'est pourtant pas à les organiser, à les centraliser et à les développer que se consacre d'abord la direction du P.C. grec. Fidèle aux consignes de Moscou, elle s'est donnée comme objectif premier la constitution contre l'occupant d'un « *front national* » — c'est-à-dire, pour le moment, d'un bloc avec les autres formations politiques du pays. Elle n'y parvient pas cependant, notamment parce qu'elle n'a pas, en dépit de sa bonne volonté, rectifié le tir sur la « *question royale* » — un point ultra-sensible pour sa propre base, mais aussi pour les forces politiques liées à la bourgeoisie et aux propriétaires, lesquels ne veulent ni ne peuvent rompre avec la monarchie et le « *protecteur* » britannique.

²⁰ A. Kedros, *La Résistance grecque 1940-44*, p. 174.

²¹ Ibidem, p. 122.

L'E.A.M. — Front national de libération — est fondé en septembre 1941, mais c'est une organisation qui porte ce nom et pas le front national espéré : aux côtés du P.C.G., il y a seulement les minuscules formations socialistes, deux organisations « *démocratiques* » aussi petites, et les syndicats. L'E.A.M. pourtant refuse toute autre base que nationale, refuse d'envisager la libération « *sociale* », s'adresse à « *la nation* » sans distinction de classes, met l'accent sur les adhésions venant des couches supérieures de la société, fait le silence sur les revendications ouvrières.

Cette volonté de maintenir la « *nation* » unie contre l'envahisseur — alors qu'elle ne l'est pas —, de passer sous silence les ressorts de classe de l'opposition populaire à l'occupant et à ses collaborateurs de la bourgeoisie grecque ne parvient pas cependant à empêcher les travailleurs et les couches les plus pauvres de se saisir du cadre d'organisation qui leur est ainsi proposé et qu'ils vont instinctivement utiliser à la satisfaction de leurs revendications : l'afflux des combattants donne un caractère de classe à cette E.A.M. qui s'efforce de le refuser avec autant d'acharnement. Ce sont des travailleurs qui manifestent par milliers pour le premier anniversaire de l'attaque italienne le 18 octobre 1941. En décembre, les étudiants prennent le relais. Le 26 janvier 1942, puis le 17 mars, c'est une catégorie de pauvres particulièrement misérables, les mutilés de guerre, qui manifestent dans la rue, aidés par les militantes clandestines du Front (E.A.M.) vêtues en infirmières. Et l'organisation s'étend et se perfectionne. Le 15 mars 1942, manifestations sur des revendications économiques dans plusieurs villes, dont Athènes, suivies de grèves : celles des 40 000 fonctionnaires — dans la direction desquelles se trouvent des militants trotskystes — du 12 et 21 avril, puis celle d'ouvriers d'une usine d'engrais du Pirée en août. Dans l'intervalle, les paysans du Péloponnèse ont réussi une série de manifestations. C'est parce que le peuple grec est « *rouge* », parce que ses masses les plus profondes se mettent en mouvement, que le P.C. grec se décide à envoyer une poignée de ses militants organiser les partisans, les andartes, dans le cadre de l'Armée nationale de Libération du Peuple, les unités militaires de l'E.L.A.S., bras armé de l'E.A.M.

Un rapport de l'Abwehr en novembre 1942 signale l'existence, à l'intérieur du pays, de districts entiers qui sont « *aux mains des bandes* », lesquelles exécutent les traîtres, distribuent le grain qu'elles enlèvent aux livraisons obligatoires, appellent les villageois à désigner librement leurs autorités et à débattre démocratiquement de tous leurs problèmes. La lutte des andartes devient par la force des choses et hors de la volonté de leurs responsables politiques, un élément d'une guerre de classe dans les campagnes, peut-être plus sociale que nationale, quand bien même les partisans du célèbre Aris Velouchiotis prennent part à de spectaculaires opérations de sabotage des voies de communication et des moyens de transport qui désorganisent la machine militaire allemande. Nous ne pouvons faire ici une histoire des mouvements de masse en Grèce : le 22 décembre 1942, il y a 40 000 grévistes. Les manifestations et grèves déclenchées dès l'annonce de l'introduction du service du travail obligatoire en Allemagne, et qui s'échelonnent du 24 février au 5 mars, obtiennent le résultat — unique en Europe — du retrait par l'occupant de son projet de S.T.O. En 1943, la lutte armée n'est plus seulement le fait de petits groupes mais de véritables unités militaires dont l'arrivée dans une région, point de départ de l'élargissement de « *zones libérées* », s'accompagne d'une véritable « *levée en masse* » du « *peuple en armes* » : A. Kedros assure : « *La résistance armée est l'affaire de toute la population* ». Dans les villes, les mouvements de masse se révèlent indomptables : grève générale à Athènes, le 25 juin 1943 contre des exécutions d'otages par l'occupant. La grève des tramways, à partir du 12, avait amené à la condamnation à mort de 50 travailleurs des trams que la grève générale sauve de l'exécution. En 1944, non seulement de vastes zones rurales ont été libérées mais les forces allemandes sont assiégées dans les villes qu'elles ne quittent qu'en convois protégés. Autour d'Athènes, dans la « *ceinture rouge* », les quartiers ouvriers sont autant de bastions du peuple armé.

Pendant ce temps, les dirigeants du P.C.G. qui contrôlent E.A.M. et E.L.A.S. continuent de soutenir qu'ils mènent une lutte purement « *nationale* » à laquelle ils dénie tout caractère de classe. Ce n'est pas le point de vue du gouvernement grec en exil que protège Churchill.

Dès 1942, des éléments du corps des officiers — cet « *ultime rempart de l'Etat* », disait Churchill au temps de Franco — groupés dans l'organisation Khi de Grivas, Pan, Hiérarchie militaire, les Zervas et les Dentiris liés aux services secrets de Metaxas, organisent la contre-attaque en tentant de former des « *bandes nationales* », plus orientées vers la lutte contre les « *bandits communistes* » que contre l'occupant. Il s'agit de faire ici de toutes pièces des « *Mikhailovitch grecs* » — comme ce colonel serbe qui dirige les Tchethniks, est ministre du roi en exil, et combat les armes à la main les Partisans de Tito. L'argent ne manque pas et le matériel non plus : on veut créer des groupes nouveaux, mais on espère aussi débaucher des cadres de l'E.L.A.S., si démunie matériellement que le succès de l'opération semble assuré. L'un des chefs du S.O.E. britannique en Grèce, Eddie Myers, donne à ce sujet, dans ses souvenirs, un document qui corrobore l'analyse de Trotsky et montre la lucidité du champion de l'ordre social qu'était Winston Churchill, stratège de la lutte des classes vue des tranchées d'en face. Dès avril 1943, ses supérieurs le lui ont fait savoir ²²:

« Les autorités du Caire considèrent qu'après la libération de la Grèce, la guerre civile est pratiquement inévitable ».

Or le mouvement des masses qui gonfle l'E.A.M. et l'E.L.A.S., la lutte qui se coule dans les rainures puis les canaux des classes, balaie ces initiatives et ne cesse de s'affirmer, comme lorsque le colonel Saraphis, officier démocrate choisi pour être le « *Mikhailovitch grec* » décide de se rallier à l'E.L.A.S. dont il apprécie l'efficacité et la représentativité ! La capitulation italienne fait tomber aux mains des andartes et de leurs auxiliaires civils plus d'armes de guerre que ne pourraient en parachuter tous les alliés réunis.

1943 est à cet égard l'année cruciale. Le politicien Ioannis Ranis, dont même les Allemands savent qu'il est en contact avec des agents secrets britanniques, devient premier ministre en Grèce occupée ²³. Les classes dirigeantes préparent activement et consciemment la transformation de la guerre nationale en guerre civile : à Athènes, ce sont les Bataillons de sécurité, une Milice de sinistre mémoire, au Caire la Brigade de la Montagne, l'une et l'autre destinées à écraser le mouvement populaire. Pour sa part, le P.C. grec s'affirme plus encore partisan d'une politique de collaboration avec les « *bandes nationales* ».et d'une « *tolérance* » dont le sens est le renoncement aux méthodes de classe, tout en se préparant aux affrontements sur sa gauche. En mars 1943, malgré les dangers d'une telle expédition, Aris Velouchiotis est convoqué, de sa montagne de Roumélie, à Athènes où il se fait sérieusement tancer. A l'occasion de la dissolution de l'Internationale communiste, en mai, le P.C.G. a affirmé une ligne dont il ne doit plus désormais dévier :

« Le P.C.G. soutient par tous les moyens la lutte pour la libération nationale et fera tout ce qui est en son pouvoir pour que toutes les forces patriotiques soient rassemblées dans le front national inébranlable qui mobilisera le peuple tout entier pour secouer le joug étranger et obtenir la libération nationale au côté de nos grands Alliés »²⁴.

Il développe en même temps sa police politique, l'O.P.L.A., faite de tueurs triés sur le volet, qu'il utilisera pour frapper plus les « *trotskystes* » et ses propres « *gauchistes* » que les « *collaborateurs* ».

²² E. Myers, *The Great Entanglement*, p. 189.

²³ André Kedros, op. cit., p. 199, signale dans son livre un rapport de la police allemande sur l'arrivée au pouvoir de bannis Rallis : « *Passe pour être l'homme de confiance de Pangalos, lequel est l'homme des Anglais* ». Le même historien, mentionnant l'organisation fascisante « *Hiérarchie militaire* », le général Papagos et Rallis, précise : « *Tous ces hommes et toutes ces formations seront en quelque sorte coiffés par un conseiller secret du Roi qui est en même temps un prélat : le métropolitain d'Athènes, Chrisanthios* » (Kedros, op. cit., p. 179).

²⁴ Cité par A. Kedros, op. cit., p. 409, d'après le recueil du dirigeant communiste et partisan de Yougoslavie Svetozar Voukhmanovitch-Tempo, *Ueber die Volksrevolution in Griechenland*, 1950, p. 38.

**

La ligne des uns et des autres va subir un premier test avec les mutineries de l'année d'Egypte, une histoire encore mal connue qui nous semble susceptible de nourrir la discussion autour de la « *politique militaire* » de Trotsky. L'affaire se situe dans ce qu'on peut appeler, par analogie, la « *Grèce libre* » : après la défaite d'avril 1941, les débris de l'armée et de la flotte, hauts fonctionnaires et ministres et le « *gouvernement en exil* » du roi Georges II. Les grands personnages et en particulier les chefs militaires sont évidemment des hiérarques du régime dictatorial fasciste du général Metaxas — et le peuple pense que c'est pour cette raison qu'ils l'ont « *trahi* » face à l'envahisseur nazi. Cependant, comme le relève Dominique Eudes, « *à côté du cercle d'officiers et de politiciens de la camarilla royale, se constitue en Egypte l'embryon d'une nouvelle armée grecque* »²⁵ : rescapés d'unités militaires évacuées par mer, volontaires qui ont, au prix de mille difficultés, rallié individuellement l'Egypte, équipages des navires de commerce, voire de guerre, qui ont choisi de rallier Alexandrie, ce sont évidemment des hommes qui veulent se battre « *contre le fascisme* », pour « *la liberté et la démocratie* », comme l'assure le nouveau chef « *libéral* » du gouvernement. Le conflit est donc inévitable entre le gros des 20 000 hommes venus combattre et la camarilla monarchiste, avant tout préoccupée, comme Churchill, de « *sauver la Grèce du communisme* ».

C'est en octobre 1941 que se crée dans l'armée grecque du Moyen-Orient l'organisation clandestine A.S.O. (Organisation militaire antifasciste) dont les objectifs sont simples et même simplistes : envoi des unités grecques au front, lutte en Grèce au côté de la Résistance, refus du noyautage de l'armée du Caire par les officiers métaxistes qui veulent restaurer leur régime en Grèce à la fin de la guerre. La pression des cadres métaxistes est organisée, pour obtenir la révocation de cadres jugés sympathisants sous la forme de « *démissions* » massives. Les

officiers démissionnaires de la deuxième Brigade sont arrêtés et remplacés. Malgré les menaces, les mutins tiennent et la première Brigade se solidarise avec eux. Le gouvernement cède et accepte l'éloignement des officiers métaxistes pour éviter des troubles trop importants à un moment difficile et, surtout, pour « *mieux sauter* ». Dans les mois qui suivent, des directives militaires permettent de disloquer les unités, de « *punir* » les rebelles par des entraînements disciplinaires et finalement de repérer les éléments subversifs et de ramener à des postes-clés les officiers un instant éloignés.

La seconde mutinerie est plus grave, bien que non moins significative. Les revendications des militaires inspirés par l'A.S.O. sont évidemment plus politiques qu'en 1943. Sous la pression des hommes, au lendemain de la constitution en Grèce du P.E.E.A., véritable gouvernement provisoire de la Résistance grecque, le comité de coordination interarmes présente une pétition, signée de la majorité des militaires grecs, revendiquant la formation d'un véritable gouvernement d'« *union nationale* » sur la base des propositions du P.E.E.A. L'initiative ne vient pas de l'E.A.M.-E.L.A.S. ni de Grèce, mais tout simplement de l'idée que les soldats se font de la situation dans leur pays et des conditions auxquelles ils pourraient « *vraiment* » lutter contre le fascisme.

Le même jour, 31 mars, les délégués des soldats et du comité mixte demandent à être reçus avec leur pétition à l'ambassade de l'U.R.S.S. L'ambassadeur leur ferme sa porte. Ils ne trouveront d'écho et de promesse d'appui qu'auprès de la gauche travailliste britannique en Europe ; sur place, en revanche, ils jouissent de la sympathie de la population égyptienne toujours très proche des travailleurs grecs. Meetings et manifestations se succèdent à Alexandrie et au Caire. Dès le 4 avril, la police égyptienne intervient au côté du gouvernement en exil et des Britanniques, en arrêtant une cinquantaine de militants ouvriers, dirigeants syndicaux et surtout responsables des dockers grecs. Le haut commandement britannique, de son côté, désarme deux régiments, envoie 280 « *meneurs* » dans un camp de concentration, puis, le 5, désarme l'unité attachée au commandement grec de la place du Caire, interne les « *mutins* ». Ces derniers ont le dos au mur. La première Brigade arrête les officiers métaxistes,

²⁵ D. Eudes, Les Kapetanios, p. 111.

réorganise le commandement et refuse de livrer ses armes, en prélude à son internement. Puis le mouvement s'étend à la marine de guerre, le contre-torpilleur Pindos, puis le croiseur Averof, l'Ajax et plusieurs autres. Les équipages mutinés désignent un « *comité mixte d'officiers et de soldats* » qui prend le commandement. L'ambassadeur britannique auprès du gouvernement grec du Caire télégraphie à Churchill :

« *Ce qui se passe ici parmi les Grecs n'est ni plus ni moins qu'une révolution* »...²⁶

La répression est menée sous le contrôle direct et personnel de Churchill. L'arrivée au Caire du roi Georges II est un symbole autant qu'une provocation ; l'appui des jeunes Egyptiens aux mutins est une promesse. Le 13, l'amiral Cunningham proclame qu'il est décidé à « *mater la rébellion par la force* » et, s'il le faut, à couler les bateaux grecs dans la rade même d'Alexandrie. Les unités terrestres mutinées sont encerclées, privées d'eau et affamées. Le 22, un coup de main, organisé par l'ancien hiérarque métaxiste l'amiral Voulgaris, réussit contre l'Ajax ; les autres navires cèdent devant les canons britanniques ; le général Paget lance ses chars contre la première brigade qui capitule à son tour. En quelques jours, quelque 20000 volontaires grecs de l'armée du Moyen-Orient se retrouvent dans des camps de concentration d'Erythrée et de Lybie²⁷.

Il n'y a plus d'armée grecque du Moyen-Orient. Mais la place est désormais libre pour constituer, à sa place, les troupes de choc spécialement préparées, techniquement et politiquement, à la guerre civile après la « *libération* ».

Notons la suppression des informations de presse sur ce point par la censure britannique. Cet épisode n'occupe qu'une place mineure, même dans les travaux sur la Résistance grecque. Il est pourtant éclairant et c'est sans doute la raison du sort qui lui est fait. Il révèle en effet le mensonge de la défense nationale comme de l'union nationale : les 20 000 volontaires grecs voulaient « *défense* » et « *union* », mais leurs chefs n'en voulaient pas et les ont écrasés : les dirigeants grecs exilés et les chefs britanniques ont préféré détruire des troupes de grande valeur, éprouvées, plutôt que de leur laisser exprimer leur point de vue sur la guerre, la « *défense* » et l'« *union* ». Il démasque ensuite le mensonge de la « *guerre contre le fascisme* », pour « *la liberté et la démocratie* ». Pour les Grecs, Metaxas est un dictateur fasciste haï. Ce sont ses complices que les Alliés prétendent leur imposer ; la politique de Churchill vise à restaurer la domination des forces qui ont porté Metaxas.

Les remarques de Trotsky sur la guerre en 1940 prennent ici tout leur relief : les soldats grecs du Moyen-Orient aspirent à se battre, les armes à la main, contre le fascisme et refusent de le faire sous les ordres de fascistes, ils exigent des officiers en qui ils aient confiance, nouent une alliance avec le mouvement ouvrier, constituent leurs propres organismes de type soviétique. C'est sur la ligne même définie par Trotsky : « *Se battre, oui, mais pas à la Pétain ou sous les Pétain* » que s'exprime le mouvement de masses né de la guerre. Et c'est dans l'importante fraction de la « *société militarisée* » qu'est l'armée — non moins importante que les entreprises — qu'il s'exprime, comme l'avait prévu Trotsky.

**

Après les entretiens de Moscou et les marchandages à l'issue desquels Staline s'est engagé à laisser à Churchill les mains libres en Grèce ²⁸, c'est le P.C.G. et, à travers lui, l'E.A.M. qui vont finalement passer le nœud coulant autour de l'extraordinaire mouvement des masses dans le pays même, après avoir contribué politiquement à la répression contre les mutins.

²⁶ Cité par Winston Churchill, *Mémoires sur la Deuxième Guerre Mondiale*, t.V., vol. 2, p. 223.

²⁷ Les sources officielles du gouvernement en exil reconnaissent le chiffre de 10000.

²⁸ On trouve le récit de ce « *partage* » sur des bouts de papier dans Churchill, op. cit., t.V., vol. 1, pp. 234-235.

Après la crise d'avril 1944, le gouvernement en exil au Caire a été confié à Georges Papandreou qui cherche à promouvoir « *le rassemblement anticommuniste* ». Sous sa pression, les dirigeants E.A.M.-E.L.A.S. signent le 30 mai 1944 la « *Charte du Liban* » condamnant... le terrorisme de l'E.L.A.S., l'indiscipline des mutins, dont nombre sont condamnés, laisse ouverte la question royale, accepte un commandement unique des forces armées et le rétablissement de l'ordre « *en liaison avec les troupes alliés* » à la libération. Pendant plusieurs semaines, l'E.A.M.-E.L.A.S. rechigne, marchande, réclame des ministères, un changement de Premier Ministre. Pourtant, l'arrivée à la Montagne de la mission soviétique dirigée par le colonel Popov met fin à ces velléités de mauvaise humeur. Les communistes et l'E.A.M. entrent sans condition dans le gouvernement. Au départ de l'armée allemande — qui quitte Athènes le 12 octobre — le P.C. grec appelle les Grecs à « *assurer l'ordre public* », assure le passage du pouvoir à Papandreou, venu avec les troupes britanniques, alors que l'E.L.A.S. a partout la réalité du pouvoir. C'est Winston Churchill qui va provoquer les « *Résistants* » en faisant préserver par le général Scobie, chef des forces armées, 19 unités de « *collaborateurs* », comme les bataillons de sécurité, en refusant toute épuration et en faisant décider le 2 décembre, par le gouvernement Papandreou, le désarmement des hommes de l'E.L.A.S. On sait que la fusillade place de la Constitution — des dizaines de morts et centaines de blessés dans une foule pacifique sur laquelle la police ouvre le feu —, au cours de la plus grande manifestation de l'histoire grecque, le 3 décembre, contre cette décision de désarmement, déclencha les trente-trois jours de combat armé à Athènes entre les forces de l'ordre, coalisées autour des unités du général Scobie, et celles de la Résistance locale.

Winston Churchill réalisait enfin son plan d'écrasement de la révolution grecque, en annonçant qu'il intervenait pour prévenir un « *hideux massacre — la volonté de justice et d'épuration — et empêcher ce qu'il appelait la victoire du « trotskysme nu et triomphant* » avec un ricanement de complicité en direction de Staline ²⁹... A partir du 3 décembre, les unités de l'E.L.A.S., dont les chefs ont décidé de ne pas rendre les armes, sont en même temps paralysées par l'interdiction qui leur est faite de tirer sur des unités britanniques qui sont en Grèce « *par la volonté du Président Roosevelt et du Maréchal Staline* », comme le rappelle volontiers Churchill. Les andartes de Macédoine, la troupe de choc et la masse de « *la Montagne* » reçoivent l'ordre de ne pas bouger et de laisser les combattants d'Athènes se faire exterminer. L'héroïsme des combattants ne peut rien contre la politique de dirigeants bien décidés à les conduire à la capitulation exigée à Moscou.

On sait qu'après plusieurs semaines de pourparlers, et alors que l'E.L.A.S. n'a reculé qu'à Athènes — que les forces dans le pays n'ont même pas secourue — les partisans sont livrés à la répression par l'accord de Varkitsa du 15 février 1945 qui prescrit le désarmement total de leurs unités. Aris Velouchiotis, cette fois, mesure l'étendue de la trahison organisée par le P.C. grec et refuse de se soumettre. Dénoncé par le journal du P.C. Rizospastis le 12 juin, il est assassiné le 16 et sa tête exposée publiquement dans les villages à partir du 18. Combien d'autres combattants de la résistance nationale et populaire tombent alors sous les coups des Britanniques et des unités, spécialisées dans la guerre civile, formées à Athènes sous l'égide allemande ou au Caire sous celle des Britanniques ? Il faudra pourtant des années encore de trahison stalinienne pour venir à bout du grand souffle combattant de la révolution grecque.

Les Trotskystes dans la guerre

²⁹ Churchill justifia le 19 décembre en ces termes, aux Communes, l'emploi du mot « *trotskysme* » : « *Je crois que « trotskysme » est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également haï en Russie* ». (Rires prolongés). Lors du débat du 13 décembre, Churchill avait invité le député communiste Gallacher à ne pas s'échauffer outre mesure au sujet de la situation en Grèce, s'il ne voulait pas prendre le risque d'être accusé de « *trotskysme* ».

Il n'est pas question d'entreprendre ici un vaste examen de la politique des trotskystes pendant la seconde guerre mondiale en la confrontant à celle dont Trotsky esquissait les grandes lignes à la veille de sa mort et que ses camarades n'ont généralement pas connue à temps. Ce sera l'objet de travaux plus amples. Mon ignorance de la langue grecque m'interdit d'utiliser les solides travaux consacrés en grec à l'activité des trotskystes pendant la guerre. On espère combler cette lacune. En attendant, il faut se garder de tout jugement hâtif. Les trotskystes ont subi à partir du 4 août 1936 une répression féroce : la grande majorité des militants a été arrêtée et ces hommes ont été jetés dans les bagnes des îles dont beaucoup ne sont pas ressortis. Plusieurs de leurs dirigeants, dont l'ancien secrétaire général du P.C. grec, Pantelis Pouliopoulos, ont été passés par les armes durant l'occupation. Les conditions de la clandestinité ont vraisemblablement été particulièrement dures pour eux puisqu'elles ne leur ont même pas permis de réaliser le regroupement entre leurs trois organisations qui avait été décidé au sommet en 1938. Dans le meilleur des cas, les militants trotskystes connus, quand ils ont été admis dans des unités de l'E.L.A.S., y ont été étroitement surveillés et soigneusement isolés. Ceux qui ont réussi à s'assurer une responsabilité dans le Front ou l'Armée du Peuple ont été supprimés d'une façon ou d'une autre par les stalinien. En outre, entre octobre et décembre 1944, dans tout le pays, les « *oplistès* », véritables agents d'un G.P.U. grec, ont mené contre les trotskystes une campagne d'extermination et d'assassinat, enlevant, torturant et exécutant dans le pays entier des militants comme Stavros Veroukhis, secrétaire de l'Union des invalides de guerre, Thanassis Ikonou, ex-secrétaire des J.C. à Ghizi, des ouvriers, dockers, métallos, des enseignants : « *plus de 600 trotskystes liquidés* » fanfaronnera en 1947 Barziotas, membre du bureau politique. Nous n'avons pas les moyens de vérifier ici la politique des trotskystes grecs et comment ils auraient pu échapper au terrible sort qui les attendait. René Dazy cite un texte de 1943 de l'organe des trotskystes grecs écrivant : « *Les Anglo-Américains vont venir rendre à la bourgeoisie grecque le pouvoir étatique. Les exploités n'auront fait qu'échanger un joug contre un autre* »³⁰. S'il en était effectivement ainsi, il est clair que les trotskystes grecs, en se contentant de prophéties négatives et en ne s'inscrivant pas dans le mouvement des masses, se seraient condamnés à mort. Au lendemain des combats de décembre 1944 et des assassinats de militants, M. Raptis, alors secrétaire européen de la IV^{ème} Internationale, sous le pseudonyme de M. Spero, évoquant les paroles de Trotsky sur l'ère de la lutte armée, rend hommage à l'activité des masses grecques quand « *un vent révolutionnaire soufflait dans les quartiers et les faubourgs prolétariens d'Athènes* » et assure qu'elle « *restera parmi les plus beaux exemples du mouvement prolétarien* ». Mais il ne souffle mot de l'activité des trotskystes grecs, expliquant par ailleurs que « *malgré l'idéologie officielle de sa direction front populiste, démocratique, nationaliste petite-bourgeoise* », l'E.A.M. « *conservait une grande autonomie de classe dans l'action* »³¹. On ne trouvera rien de plus et même beaucoup moins dans les textes et résolutions ultérieurs de l'Internationale.

³⁰ Cité par R. Dazy, *Fusillez ces chiens enragés*, p. 266.

³¹ M. Spero, « *La Révolution grecque* », Quatrième Internationale, n° 14/15, janvier/février 1945, p. 24. Il existe sur le même thème un Bulletin intérieur international spécial daté de janvier 1945, qui ne mentionne même pas l'existence d'organisations trotskystes en Grèce. En février 1945, *Fourth International* publia un article documenté intitulé « *Civil War in Greece* », pp. 36-49. Le paragraphe « *Le Trotskysme en Grèce* » s'en tient à des généralités : « *L'E.L.A.S. n'est trotskyste qu'en un seul sens — les instincts révolutionnaires de ses indomptables combattants, leur capacité à combattre et à se sacrifier. Mais son programme et sa direction n'avaient rien de « trotskyste », etc.* ». Plus loin : « *Les trotskystes apprendront à se lier aux masses et à leurs luttes* ». Sur la terreur déclenchée par les stalinien contre les trotskystes, il faudra attendre plus longtemps. Dans Quatrième Internationale, n° 22/23/24, de sept./oct./nov. 1945, p. 41, une note à la rubrique « *Grèce* » indique qu'il « *serait temps* » d'informer l'opinion ouvrière mondiale sur les assassinats de militants révolutionnaires par les stalinien en Grèce. Suit une première liste. *Fourth International*, organe du S.W.P., en octobre 1945, p. 319, « *Dans la IV^{ème} Internationale* » indique : « *Les journaux du P.C.I. (IV^{ème} Internationale), seul parti révolutionnaire en Grèce, sont illégaux. Les membres de ce parti sont persécutés et pourchassés et très souvent assassinés tant par le gouvernement que par les stalinien* ». En fait, il y avait de graves divergences entre le S.I. et les trotskystes grecs puisque le 25 novembre 1946, M. Raptis, sous la signature « *Pilar* », écrivait à la

André Kedros, historien de la Résistance grecque dont les idées sur le stalinisme sont loin d'être claires, souligne l'ampleur et la portée internationale du « *coup d'Athènes* », « *coup de semonce* », écrit-il pour « *tous les mouvements de résistance animés par les partis communistes* »³². Est-ce à dire, comme il l'assure, que la répression britannique en Grèce ait « *pesé lourdement sur les décisions et la tactique des Thorez, Togliatti et autres leaders* » ? C'est évidemment insoutenable car elles étaient déterminées par les mêmes facteurs qui avaient déterminé, à Moscou, la tactique du P.C. grec. Mais il est bien possible que la défaite grecque ait facilité la politique stalinienne de capitulation et de restauration de l'ordre capitaliste dans la sphère occidentale et qu'elle ait pesé lourd, et de façon négative, sur le moral et la combativité de ceux qui, partout en Europe, avaient identifié « *lutte nationale* » et « *lutte sociale* » et avaient cru s'être engagés, à travers la résistance, dans la voie de la révolution. Il faudrait, ce qui n'est pas possible dans ce simple article, analyser concrètement le développement dans chacun des pays d'Europe.

Pourtant, un examen des textes réunis par Rodolphe Prager dans *Les Congrès de la IVème Internationale* apporte l'essentiel des matériaux nécessaires à la réflexion sur l'histoire de la l'Internationale pendant la guerre — auxquels il ne manque guère que les positions initiales du groupe de l'ex-P.C.I. et de sa tendance-sœur de Vereeken en Belgique. Prager écrit au début du second volume :

*« A ceux qui pourraient douter de l'opportunité de fonder la IVème Internationale dans une période de recul, avec de faibles forces, la guerre a fourni une réponse péremptoire. Elle fit face vaillamment au déferlement de la violence et aux persécutions conjointes des régimes « démocratiques » et fascistes des nervis staliniens qui s'acharnaient sur ses organisations. Elle demeura fidèle à ses convictions révolutionnaires. En dépit des lourdes pertes qu'elle eut à déplorer et de quelques défaillances individuelles inévitables, il est remarquable qu'elle ait non seulement maintenu ses forces, mais les ait notablement renforcées et rajeunies, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en d'autres pays. Si, en raison des limites des situations révolutionnaires et de la résurgence stalinienne, elle ne put réaliser la percée de masses escomptée, elle vit naître de nouvelles sections »*³³.

section grecque : « *Il ne s'agit pas de se conformer à la lettre à chaque résolution politique de l'Internationale, mais il ne s'agit pas non plus de passer diamétralement outre sa ligne sur des questions tellement importantes comme celles de votre attitude envers le mouvement de l'E.A.M. et de l'E.L.A.S. et les événements de décembre 1944* ». Quatrième Internationale d'oct./nov. 1946 rend compte d'un congrès d'unification, fin juillet 1946, qui a donné naissance au P.C.I. de Grèce et en publie le « *Manifeste* » (pp. 40-43) « *Malgré lui et malgré ses sermons nationalistes, malgré sa politique de conciliation et de collaboration de classes, le P.C. grec groupa autour de lui les forces que l'Histoire avait mises en mouvement et qui en dernière analyse étaient les forces de la révolution prolétarienne* ». Sur l'attitude des trotskystes grecs, R. Prager, op. cit., p. 348, écrit qu'ils eurent une « *attitude de réprobation globale du mouvement national et distanciation vis-à-vis de ce mouvement et [...] une position neutraliste [...] en présence de la guerre civile ce qui a provoqué « l'inquiétude du S.E. »* ». Il commente : « *L'erreur principale est de n'avoir pas su discerner, au-delà des directions bourgeoises et staliniennes, le caractère anti-impérialiste et anticapitaliste qui germait en puissance dans ce mouvement de masse et sa dynamique révolutionnaire* » ; en décembre 1944, les trotskystes grecs réduisirent le conflit « *à un affrontement entre l'impérialisme britannique d'une part et la bureaucratie soviétique, et leurs forces annexes, d'autre part* », Prager op. cit., p. 349. La question n'est pas facile nous avons trouvé dans les archives du S.I. une lettre de G. Vitsoris dans laquelle il proteste contre le fait que le Manifeste du congrès d'unification de Grèce ne lance pas le mot d'ordre de « *départ des troupes britanniques* », mais assure aussi qu'il juge « *inadmissible* » que le dit Manifeste ne comporte pas un mot sur les assassinats des trotskystes par les staliniens.

³² A. Kedros, *La Résistance grecque 1940-1944*, p. 512.

³³ R. Prager, éd., *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, t 2.

C'est là sans doute un bilan raisonnable. Mais le contraste est frappant avec les textes de Trotsky du début de la guerre. Par exemple, sur les Etats-Unis :

« *La classe ouvrière américaine n'a toujours pas aujourd'hui encore de parti ouvrier de classe. Mais la situation objective et l'expérience accumulée par les ouvriers américains peuvent poser en très peu de temps à l'ordre du jour la question de la prise du pouvoir. C'est cette perspective qui doit être à la base de notre agitation. Il ne s'agit pas simplement d'avoir une position sur le capitalisme militariste et le refus de défendre l'Etat bourgeois, mais de la préparation directe pour la prise du pouvoir et la défense de la patrie socialiste* ». ³⁴

Ou encore, dans le texte inachevé du 20 août 1940 :

« *Devant nous se trouve une perspective favorable, donnant toutes les justifications au militantisme révolutionnaire. Il faut utiliser toutes les occasions qui se présentent et construire le parti révolutionnaire* ». ³⁵

Devant ces affirmations et leur netteté, il n'est pas possible à l'historien de se borner à invoquer « *les limites des situations révolutionnaires* » et « *la résurgence stalinienne* », à moins de suggérer qu'il s'agissait là d'éléments imprévisibles pour Trotsky ! Il faut au moins reconnaître l'existence de cette contradiction, même si nul n'est tenu d'en proposer une explication, voire de dire si c'étaient Trotsky ou les trotskystes qui se trompaient. Prager indique d'ailleurs que la « *politique militaire du prolétariat* » — la politique adoptée par le S.W.P. sur la suggestion de Trotsky — provoqua bien des réactions hostiles dans de larges secteurs de la IV^{ème} Internationale : il cite à ce propos le fait que la section belge censura le paragraphe de Trotsky sur cette question dans son édition clandestine du Manifeste en mai 1940 et mentionne les « *réserves* » de la section française et du secrétariat européen ³⁶.

Les trotskystes français se sont divisés en 1940 en deux courants sur des perspectives finalement aussi éloignées l'une que l'autre de celle de Trotsky. Partant de la conception selon laquelle la défaite de l'impérialisme français et l'occupation du territoire provoquaient, avec une oppression nationale, la renaissance d'une véritable « *question nationale* », intéressant toutes les classes, comme dans un pays colonial, la majorité des éléments venus du P.O.I., groupés autour des « *comités* » qui publient *La Vérité*, esquisse une stratégie selon laquelle la bourgeoisie d'un pays occupé devient l'alliée naturelle du mouvement ouvrier et ce dernier un membre à part entière d'une « *résistance nationale* ». Inversement, le groupe *La Seule*

Voie, issu du P.C.I. et futur C.C.I., conteste qu'une nation impérialiste puisse devenir, à la suite d'une défaite militaire, une « *nation opprimée* » : les revendications nationales sont à ses yeux « *l'importation au sein du prolétariat de l'idéologie bourgeoise afin de le démoraliser* ».

Ces deux positions éloignées l'une de l'autre sont d'une certaine façon le fruit de l'isolement. Elles vont être progressivement abandonnées sous l'impulsion du secrétariat européen, animé d'abord par Marcel Hic, puis, après son arrestation en octobre 1943, par Michel Raptis. La constitution en février 1942 de ce secrétariat européen dans le village de Saint-Hubert, dans les Ardennes belges, constitue sans doute un exploit politique et technique, dans l'Europe telle qu'elle est ; mais elle signifie aussi le retour d'une organisation élaborant et fonctionnant sur un plan international. Les points de vue se sont déjà singulièrement rapprochés en 1944 — encore que le C.C.I. explique toujours que la tâche élémentaire des révolutionnaires est alors de « *dénoncer* » avec acharnement l'union sacrée, et, en second lieu, « *d'expliquer* » aux ouvriers qu'ils doivent « *se préparer à un nouveau juin 36 mondial* », tout en faisant « *une intense agitation pour la fraternisation avec les ouvriers allemands* »... Sur la question qui nous

³⁴ Extrait de « *Fascisme, Bonapartisme et Guerre* ».

³⁵ Ibidem

³⁶ Prager, op. rit., pp. 13-14.

intéresse ici, Rodolphe Prager résume assez bien le « consensus » finalement élaboré sur la question de la lutte armée quand il écrit :

« Les rapports avec la Résistance officielle [...] ne pouvaient prendre d'autres formes que celle de l'indépendance, à moins de consentir au front des Français. Mais on devait se garder de confondre cette structure avec les mouvements de masse et de les englober dans une même réprobation. Cela n'excluait pas, non plus, une participation individuelle à ces mouvements pour influencer certains de ses membres [...]. Ce travail n'a sans doute pas pris un développement suffisant, faute d'effectifs, et parce que les trotskystes accordèrent la priorité à la lutte dans les entreprises. Il n'eut certainement pas modifié sensiblement des rapports de force et le cours des événements. Les insuccès des trotskystes ne proviennent pas essentiellement de fautes tactiques ou autres, mais de leur situation à contre-courant et de l'emprise stalinienne sur les masses... »³⁷

De toute évidence, dans cette conception, l'appel de Trotsky à la ligne de la lutte armée, l'invitation aux « révolutionnaires socialistes prolétariens » à devenir « militaristes » pour jouer leur rôle dans le monde militarisé, sont absentes, ou plutôt réduites à une catégorie « partisans » qui vient au deuxième rang, entièrement subordonnée à « la lutte dans les entreprises ». La découverte de l'attraction exercée sur les masses par « la lutte armée » a dû poser bien des problèmes, en l'absence de la dimension donnée par Trotsky sur la « militarisation » : ainsi la résolution du Secrétariat européen de 1943 provisoire sur le « mouvement des partisans » — reprise intégralement par la conférence européenne de 1944 — reconnaissait le « caractère en partie spontané » de ce dernier, assurant que les bolcheviks-léninistes étaient maintenant « obligés de prendre en considération cette forme de lutte de masses »... La résolution qualifiait les « mouvements de francs-tireurs » d'« organisations militaires à la remorque de l'impérialisme anglo-saxon », mais constatait que « la participation des masses », dans les pays balkaniques et en Occident à partir de la déportation massive de la main d'œuvre, sans en changer le caractère, nécessitait que les révolutionnaires leur proposent un programme, afin de leur « faire comprendre qu'ils devaient jouer un rôle de détachements armés au service de la révolution prolétarienne »³⁸. Il était sans doute bien tard.

On pourrait supposer que l'écart était grand alors entre les positions des Européens, telles que les résume R. Prager, et celles des Américains, qui appliquaient systématiquement « la politique militaire » préconisée par Trotsky dans leurs rencontres et leur correspondance de 1940. Or il se manifeste une parenté tout à fait exceptionnelle sur ce plan comme sur celui des perspectives générales. James P. Cannon, attaqué par Munis pour la façon « opportuniste » dont il aurait présenté la politique de guerre du S.W.P. au procès de ses dirigeants à Minneapolis à partir du 27 octobre 1941, rétorquait au mois de mai 1942 :

« Les masses aujourd'hui, du fait de toutes sortes de pressions et désillusions et du rôle perfide de la bureaucratie ouvrière et des socialistes et staliniens renégats, acceptent et soutiennent la guerre, c'est-à-dire agissent avec la bourgeoisie et non avec nous. Le problème pour notre parti est d'abord de comprendre ce fait élémentaire ; deuxièmement, de prendre une position d'« opposition politique », puis, sur cette base, de chercher à aborder les ouvriers patriotes, honnêtes et d'essayer de les faire passer du camp de la bourgeoisie dans le nôtre par le moyen de la propagande. C'est l'unique « action » qui nous soit ouverte à nous, en tant que petite minorité, pour le moment »³⁹.

³⁷ Ibidem

³⁸ Ibidem, pp. 221-223.

³⁹ « An Answer » (Une Réponse) par James P. Cannon, In Defense Policy in the Minneapolis Trial, p. 54.

Si on laisse de côté deux textes publiés à cette époque, sous le pseudonyme de Marc Loris,⁴⁰ par Jean van Heijenoort, alors secrétaire de la IVème Internationale, on peut penser qu'en dehors de lui, qui avait été pendant des années au contact direct de la pensée non dogmatique de Trotsky, personne dans l'Internationale ou sur ses marges n'avait compris « *la ligne de la militarisation* ». Chacun à leur façon, Rous avec son Mouvement national révolutionnaire⁴¹, et Marcel Hic avec ses thèses sur la « *question nationale* » dans les comités pour la IVème⁴², auraient ainsi sauté par-dessus le cheval, les autres dirigeants s'enfermant dans une orthodoxie paralysante et courant les risques dénoncés avec tant de vigueur par Trotsky dans les tendances « *pacifistes* ». En dehors du vétéran de l'Opposition de gauche russe Tarov (A.A. Davtian), engagé individuellement dans les F.T.P.-M.O.I. et exécuté avec les autres membres du groupe Manouchian sous sa fausse identité de « *Manoutian* », nous ne voyons qu'un exemple contraire net, celui de Chen Duxiu, prévoyant, peu après sa sortie de prison, d'organiser son travail militant en intervenant dans le département politique d'une division dont le chef comprenait l'importance de la clarté politique pour l'efficacité militaire⁴³. L'entreprise échoua dans l'œuf, la police du Guomindang en ayant mieux compris le danger que les camarades de Chen. Dans le même ordre d'idées, les réticences devant le mouvement de résistance armée suggèrent qu'il serait intéressant d'étudier la représentation de la révolution dans la IVème Internationale pendant la guerre, celle-ci apparaissant souvent sous une forme apocalyptique, survenant indépendamment du développement concret et non comme sa poursuite. La préparation presque exclusivement « *propagandiste* », le recours aux armes de la « *dénonciation* » et de l'« *explication* » qui avaient été évidemment pendant la guerre les activités essentielles d'une organisation dont les dirigeants la sentaient « *à contre-courant* », y avaient-ils préparé ses cadres ? Les extraordinaires faiblesses de la résolution du S.W.P. de novembre 1943 ne résultaient-elles pas en partie d'un tel isolement « *propagandiste ?* »⁴⁴ Comment des hommes qui assuraient que le Kremlin ne pouvait pas jouer un rôle contre-révolutionnaire sur une grande échelle, que l'impérialisme américain jouerait en Europe dans l'immédiat un rôle aussi « *pillard* » que

⁴⁰ Le lecteur intéressé trouvera dans les « *Documents* » une traduction de l'article de M. Loris de 1942 (le premier, datant de juin 1941 se trouve dans le reprint de La Vérité chez EDI, à la date d'octobre). En 1941, sous le titre « *Où va l'Europe ?* », Loris affirme l'hégémonie de la classe ouvrière dans la lutte contre l'occupant hitlérien, puis souligne le lien dialectique entre « *libération nationale* » et « *sociale* », « *révolution prolétarienne* » en fait, tout en critiquant les illusions qui peuvent naître du « *mouvement de libération nationale* ». Il écrit : « *La tâche des marxistes n'est pas d'imposer aux masses telle ou telle forme de lutte qu'ils pourraient « préférer », mais en réalité d'approfondir, étendre et systématiser toutes les manifestations de résistance, y apporter l'esprit d'organisation et leur ouvrir une large perspective* ». Cet article semblait critiquer les Européens, « *révisionnistes* » sur la « *question nationale* ». Celui de 1942 semble plutôt une polémique contre la position du S.W.P. L'un des textes de Loris, en 1944, met l'accent sur un « *enseignement du bolchevisme* » : « *son mépris pour la simple propagande cherchant à éclairer sur les vertus du socialisme* », « *sa capacité à sentir les aspirations des masses et en exploiter le côté progressiste* » et à savoir mener « *une action susceptible de détacher les masses de leurs partis et chefs conservateurs* ». Pour le lecteur qui se reportera aux textes originaux de la discussion, il apparaîtra qu'une place énorme y est accordée aux « *Trois Thèses* » des I.K.D. et à leur position sur la question nationale. Nous n'avons pas abordé cette question qui est, au fond, celle du « *révisionnisme* » ouvert, qui a masqué les autres divergences : c'étaient ces dernières qui nous intéressaient. Mais on trouvera l'essentiel dans le vol. 2 de Prager.

⁴¹ Cf. *La Révolution française* n° 1, 1940, et les commentaires aux accents différents de J. Rabaut dans Tout est possible, pp. 343-344 et J.P. Joubert, *Révolutionnaires de la S.F.I.O.*, pp. 224-226.

⁴² Prager, op. rit., pp. 92-101, et M. Dreyfus, « *Les Trotskystes pendant la deuxième guerre mondiale* », Le Mouvement social, pp. 20-22.

⁴³ P. Broué, « *Chen Duxiu et la IVème Internationale, 1938-1942* », Cahiers Léon Trotsky n° 15, p. 35.

⁴⁴ Le texte de cette résolution du C.N. du S.W.P. de novembre 1943 a été publié dans Quatrième Internationale n° 11/12/13 de sept./nov. 1944, sous le titre « *Perspectives et Tâches de la Révolution européenne* », avec une présentation soulignant « *la coïncidence frappante de la ligne générale de ce texte avec celle des résolutions de la conférence européenne de février 1944* ».

l'impérialisme allemand, que la seule alternative en Europe était le gouvernement ouvrier ou la dictature brutale de la bourgeoisie, sans possibilité de régime parlementaire, qui repoussaient les mots d'ordre démocratiques et affirmaient qu'il n'y avait pas d'« *illusions démocratiques* » dans la classe ouvrière européenne, etc., pouvaient-ils, après le tournant objectif de la situation, se retrouver dans le courant du développement ? On peut même aller plus loin et dire que, si les trotskystes, après des années sur une ligne analogue, s'étaient trouvés placés, sinon à la tête, au moins au sein du mouvement révolutionnaire, il aurait alors fallu réviser le B.A.BA de l'enseignement du marxisme et du bolchevisme et donner raison au point de vue de tout temps défendu par les sectaires selon lesquels le rôle des révolutionnaires consiste à se confiner à la propagande dans les périodes de réaction en attendant que le retour du pendule leur amène les masses...

Sous-jacente à la discussion — ou plutôt à l'absence de discussion — sur les problèmes les plus vitaux, se trouve non seulement la question du rôle du stalinisme, mais celle de l'orientation vers la construction du parti révolutionnaire telle que Trotsky la défend en 1940. Notre sentiment, à la lecture des documents de la période de guerre, est qu'il y était fait souvent référence sous la forme de l'incantation plus que de la réflexion sur les acquis et l'élaboration d'une méthode de construction. Il me semble — et sans aucune malveillance, car j'ai été de ceux-là — que les trotskystes, pendant cette période, auraient au moins appris comment on ne pouvait pas construire un parti révolutionnaire. Dans un travail récent et malheureusement encore inédit, *Tradition révolutionnaire et « nouveau parti » en Italie 1942-1945*, Serge Lambert a démontré que, contrairement à une certaine légende, la révolution italienne n'a pas été décisivement vaincue lors de l'éphémère dualité de pouvoirs de 1945 entre administration alliée et « comités » ou « républiques partisans », mais au moment où l'appareil du « nouveau parti » mis en place par Togliatti et les hommes de Moscou était venu à bout de la résistance en ordre dispersé des différents groupes d'opposition communiste à partir de 1943 : toute chance de mettre sur pied un parti révolutionnaire ayant été détruite, les jeux étaient faits quand les dirigeants du P.C.I. avaient pu, sans risque, donner le signal de ce qui était, selon sa formule, « *l'insurrection contre la révolution* »⁴⁵. Et Serge Lambert démontre en outre fort bien que la faiblesse politique décisive de nombre de ces groupes — dont certains développèrent des forces armées plus importantes ici ou là que celles du P.C.I. — a résidé dans l'illusion qui les liait à une sorte de caractère « *objectivement révolutionnaire* » de l'U.R.S.S., la révolution s'étendant pour eux avec l'avance de l'Armée rouge — une conception qu'on ne trouve pas seulement dans *La Vérité* de février 1944 et un titre célèbre, mais dans toute la presse mondiale de la IV^{ème} Internationale⁴⁶.

La question que nous avons voulu soulever ici n'est pas une question académique. Les organisations trotskystes, leurs membres comme leurs dirigeants, ont-ils été, pendant la seconde guerre mondiale, victimes d'une situation objective qui, de toute façon, les dépassait et ne pouvaient-ils faire mieux que ce qu'ils ont fait, à savoir survivre en arrondissant leur acquis en hommes, et sauver l'honneur des internationalistes en maintenant contre vents et marées le travail militant de « *fraternisation* » avec les travailleurs allemands sous l'uniforme ? S'il en était bien ainsi, il serait bon de reconnaître alors que Trotsky, avec son analyse sur la militarisation nécessaire et sa perspective de construction à court terme du parti révolutionnaire et de début de la lutte pour le pouvoir, était totalement coupé, en 1940, non seulement de la réalité politique du monde mais de celle de sa propre organisation. Il se serait donc bercé d'illusions en faisant entrevoir des possibilités de percée alors que la I^{ère} Internationale aurait été

⁴⁵ Serge Lambert, *Tradition révolutionnaire et « nouveau parti » communiste en Italie 1942-1945*, thèse d'Etat de science politique, Grenoble II, 1985.

⁴⁶ *La Vérité* clandestine du 10 février 1944 portait à la une le titre « *Les Drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges* ». Dans un article de l'Internationale Bulletin du S.W.P., vol. VIII, n° 8, Felix Morrow, citant cet article p. 34, mentionne aussi des positions analogues du B.L.P. de l'Inde, de *La Voie de Lénine* belge, d'*El Militante* chilien, etc. L'homogénéité des réactions n'est pas forcément un signe de solidité principielle ; elle peut aussi traduire des réflexes conservateurs, ou encore les pressions dominantes.

vouée en réalité et pour longtemps à l'impuissance « à contre-courant », devant « l'emprise stalinienne sur les masses ». Mais on peut supposer au contraire que les organisations trotskystes, militants et dirigeants, ont été partie prenante, et au moins en partie responsables de leurs propres échecs ? En ce cas, on pourrait penser, à partir des prémisses de l'analyse de Trotsky en 1940, que la seconde guerre mondiale a développé un mouvement de masses sur la base d'une résistance nationale et sociale que les staliens se sont efforcés de dévoyer et ont fait écraser, comme dans l'exemple grec, — et que les trotskystes n'ont pu ni aider ni utiliser, faute d'avoir su s'y insérer et peut-être même, tout simplement, d'avoir pu comprendre le caractère concret du moment qu'ils vivaient.

Il nous semble que cette question méritait d'être posée.